

séquestre pour prendre soin des meubles sous saisie, pour collecter les loyers des chambres, avec instruction de payer au demandeur son loyer dû jusqu'au jugement final.

Cette requête a été renvoyée par le jugement suivant :

“Considérant que le demandeur n'est dans aucun des cas prévus par l'article 1823 du Code civil pour la nomination d'un séquestre, vu que la saisie-gagerie n'est pas l'arrêt simple dont il fait mention, et que le droit à la propriété ou à la possession des meubles saisis-gagés n'est pas en litige entre les parties (*Pigeau T. 2 p. 229 et suiv.; Art. 1823, § 3 C. c.*)

“Considérant que, bien que l'article 1823 du Code civil ne soit pas limitatif, le séquestre, néanmoins, ne doit toujours être ordonné que pour des raisons et dans des cas très graves;

“Considérant qu'il ne s'agit, en la présente espèce, que d'une instance ordinaire entre locateur et locataire par la voie de la saisie-gagerie, plutôt provoquée par la conduite imprudente, sinon malheureuse de la défenderesse, que par son incapacité ou son refus de payer son loyer au demandeur;

“Considérant que la défenderesse, locataire du demandeur depuis trois ans, paraît s'être régulièrement acquittée, à échéance de ses loyers, jusqu'à novembre dernier, puisque ce mois seul était dû lors de l'institution de la présente action;

“Considérant que le 20 décembre dernier (1910) la défenderesse a fait opposition au jugement rendu contre elle par défaut, le 2 décembre 1910;

“Considérant qu'en vertu de l'article 1173 du Code de procédure civile cette opposition a, en principe, le même effet suspensif qu'un appel; qu'elle remet en question le jugement rendu contre la défenderesse puisque la dite opposition est une défense à l'action, mettant ainsi cette Cour